

# **UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES**



---

## **Rapport sur le Covid-19 au Burundi**

---

---

**Rapport d'Avril 2021**

---

**10/05/2021**

## 1. Introduction

Les différentes communications des autorités burundaises poussent à se poser une question : se réveilleraient-elles enfin ? Mais dans le même temps, les contradictions se multiplient entre les discours et les faits. On l'a vu avec l'ordre de tester tous les enfants scolarisés avant leur retour des vacances de Pâques à l'école : aucune mesure d'accompagnement pour assurer un suivi effectif de l'opération. L'injonction du port du masque offre une nouvelle opportunité de corruption pour les policiers qui exigent de l'argent à ceux qui n'en portent pas. Les plaintes des voyageurs en quarantaine dans les hôtels se multiplient. Dans le même temps, de nombreux médecins ne savent plus à quel saint se vouer, affirmant que la pandémie est devenue carrément incontrôlable dans leurs établissements.

## 2. Une mesure forte mais sans suivi

Avant la fin des vacances de Pâques, le gouvernement, par le biais du ministre de la Santé Thaddée Ndikumana, a annoncé que les élèves devaient se faire tester au Covid-19 avant de retourner à l'école. Une mesure qui semble en général avoir été respectée, surtout par les parents. Mais de nombreux témoignages ont fait état de manque de rigueur dans l'application de la mesure. C'est notamment le cas en mairie de Bujumbura, quartier Bwiza, au centre de dépistage Au Bon Accueil où les parents, dépités, ont évoqué des retards des résultats pouvant aller jusqu'à une dizaine de jours. *« Des agents nous ont discrètement avoué que les réactifs se font de plus en plus rares et que cela peut même s'aggraver dans les jours à venir »*, a témoigné un homme qui attendait les résultats de ses enfants depuis cinq jours.

Les délais de dépistage n'ont pas été respectés et les élèves vont directement à l'école sans avoir leurs résultats. *« Je suis allée me faire dépister avec mes quatre enfants trois jours après la rentrée scolaire et on a été surpris quand les agents du centre nous ont dit de rentrer et d'attendre les résultats. Quand j'ai posé la*

*question de savoir quand nous aurions les résultats, ils nous ont dit juste d'attendre. Les enfants sont partis directement à l'école et je crains qu'ils ne contaminent les autres s'ils sont atteints ou qu'ils ne se fassent contaminer »,* déplore cette mère qui n'a finalement pu avoir les résultats de sa famille que huit jours plus tard.

Le cas le plus grave est celui du Lycée Kiremba Nord en province Ngozi où une quarantaine d'élèves a été contaminée, ainsi que le préfet des études de l'établissement. *« A notre retour à l'école, nous n'étions pas obligés de montrer une attestation de dépistage. Trois de mes meilleures amies ont été contaminées »,* s'est inquiété une des élèves. L'école n'a entamé un dépistage massif des élèves que lorsque des dizaines de cas s'étaient déjà déclarés.

### **3. Changement de ton sur le vaccin**

Enfin, les autorités burundaises ont reconnu, mais à demi-mot, la nécessité de vaccins. Mais le ministre de la Santé a encore fait montre de réserve sur la question : *« Nous n'avons jamais dit que nous n'avions pas besoin de vaccin. Nous avons juste dit que nous attendions qu'ils soient validés par l'OMS. Et d'ailleurs, les Burundais qui veulent se faire vacciner peuvent le faire dans d'autres pays ».* Mais ces propos semblent n'avoir pas convaincu certains observateurs qui y voient une influence de la Tanzanie voisine dont la nouvelle présidente a totalement changé les données sur la pandémie, en prenant le taureau par les cornes, contrairement à son défunt prédécesseur. Par ailleurs, certains, dont des experts, ironisent en disant : *« Mais le gouvernement burundais ignorerait-il encore que même l'OMS a déjà reconnu au moins trois vaccins ? »,* s'interrogent-ils.

### **4. Les médecins appellent au secours**

De nombreux témoignages émanant des hôpitaux, surtout de Bujumbura, font état d'une situation pratiquement incontrôlable. L'on parle surtout de l'hôpital

militaire, l'hôpital Roi Khaled et l'hôpital Prince Régent Charles qui seraient débordés. « *L'on ne compte plus les cas qui viennent de l'extérieur et dont une bonne partie est renvoyée faute de capacités d'accueil* », témoigne un médecin. Mais les choses vont de mal en pis puisque le personnel médical n'est pas épargné. « *Un des médecins spécialistes de la maladie est décédé récemment et il est mort du Covid-19. Nous avons des infirmiers qui sont hospitalisés et nous manquons de plus en plus de bras pour s'occuper des malades. Nous sommes au bord de l'asphyxie* », alerte un autre médecin.

C'est le même cas à l'hôpital de Fota où des témoignages ont parlé de six membres du personnel soignant, dont le médecin principal, qui ont été hospitalisés suite au Covid-19. « *Mais aucune mesure de protection n'a encore été prise pour s'en prémunir* », regrette l'une des sources.

Le journal en ligne SOS média a rapporté une recrudescence de cas à Makamba, avec des témoignages de membres de personnels soignants qui se disent « *totalelement désarmés face à une trop importante vague de cas* ».

## **5. Les familles des malades et les cas contacts dans le désarroi**

Un témoin affirme : « *J'ai été en contact avec une personne malade. Je présente moi-même quelques signes du Covid-19, mais après prélèvement de l'échantillon aujourd'hui, on me dit de rentrer et revenir pour les résultats dans quatre jours* ». Les cas contacts sont donc laissés dans la nature, sans aucune précaution et, visiblement, sans aucune instruction, notamment de limitation de mouvements.

De même, les gens perdent les leurs dans l'indifférence générale. Un Burundais vivant au Canada, Jean-Pierre Nzeyimana, a lancé ce cri : « *Mon directeur de mémoire de fin d'études est mort la semaine dernière. Un cousin est alité à Kira Hospital depuis une semaine et demie. Je ne parle pas des multiples connaissances, proches et lointaines, décédées avant. Et là, il s'agit de ceux que je connais, si vous mettez cela à l'échelle nationale, c'est la catastrophe* », s'emporte Jean-Pierre qui

appelle les autorités à prendre conscience de la nécessité de vacciner la population le plus rapidement possible.

Des gens anonymes lancent de plus en plus des alertes appelant à prendre des précautions, notamment de distanciation.

Certains, comme des ONG, prennent unilatéralement la décision de protéger leurs personnels. A l'instar de la direction nationale de Coped qui, après avoir constaté « *de nombreux cas testés positifs au Covid-19 parmi les staffs* », a instruit son personnel de se présenter en nombre réduit au bureau et de se faire tester, comme condition de se présenter au travail.

## **6. Le non-respect des mesures-barrière et la spéculation des policiers**

Dans leurs reportages, les médias, particulièrement ceux en exil, font état du non respect des mesures-barrières. Peu d'espaces publics ont installé des dispositifs pour le lavage des mains, et même là où il y en a, les gens n'en font pas usage. C'est aussi le cas du port du masque qui a été en premier exigé aux usagers des transports en commun. Mais ces derniers n'en portent pas, ou peu. Ce qui, selon des témoignages, incite les policiers à profiter de « *cette nouvelle brèche pour exiger des pots-de-vin à ceux qui n'en portent pas, en les menaçant de les emmener au cachot* », rapporte l'un des témoins.

Mais cela résulte naturellement du manque de rigueur et des mesures d'accompagnement après la décision du gouvernement d'appeler la population à porter le masque et à observer d'autres mesures-barrières.

## **7. Le calvaire des voyageurs en quarantaine**

Pendant ce temps, les plaintes des voyageurs en quarantaine se multiplient. Ceux-ci parlent de plus en plus de spéculation. « *Dans un premier temps, on nous dit que nous ferons trois jours. Mais je viens de faire sept jours, et quand je demande*

*pourquoi on ne me donne pas mes résultats, ils disent « attends un peu », et c'est tout », s'insurge un Burundais vivant au Royaume Uni venu visiter sa famille.*

*« Il y a de plus en plus de spéculation dans cette affaire. Nous payons un minimum de 50 000 francs burundais par nuitée. Je crois que les propriétaires des hôtels et des agents du ministère de la Santé font de la surenchère pour se partager les dividendes et nous retardent dedans pour en profiter », soupçonne un autre. Ainsi, ils appellent le gouvernement à se ressaisir pour respecter les règles établies.*

## **8. Statistiques**

Aucune statistique officielle n'a été publiée au mois d'avril 2021.

Néanmoins, pour ce même mois, le Centre de contrôle des maladies épidémiologiques (CDC) de l'Union Africaine rapporte que le Burundi a enregistré 3643 cas atteints de Covid-19 dont 3200 guéris et 6 décès, depuis le début de la pandémie au Burundi. Mais ces chiffres sont contestés, notamment par des experts de la santé œuvrant dans le pays, estimant qu'ils sont très en deçà de la réalité.

## **9. Conclusion**

La situation est plus préoccupante que jamais. La détresse est signalée de partout, tant au sein de la population que des structures sanitaires qui disent être débordées. Le gouvernement prend des mesures à priori salutaires mais fait preuve d'une telle négligence que les conséquences néfastes ne tardent pas de se manifester. Aujourd'hui, il est encore plus difficile de faire une analyse de la situation, étant donné l'absence de statistiques sur la situation. Seuls les cris de détresse permettent de savoir que la situation est de plus en plus grave.